

Le Pacte d'excellence vacille en core...

■ La CGSP Enseignement a dit un "non mais". Marie-Martine Schyns est au pied du mur.

Le Pacte pour un enseignement d'excellence ne va pas bien. La réforme vole même de difficultés en désillusions. En décembre, le groupe central qui chapeaute le Pacte avait rendu son dernier avis définissant les grandes lignes de l'exercice. A charge, depuis lors, aux membres de ce groupe central (syndicats, réseaux, associations de parents) de redescendre auprès de leurs membres et de leur soumettre ces lignes directrices. Il y a deux semaines, l'enseignement catholique faisait émerger un "oui mais" à la poursuite du Pacte. Mais pour de nombreux directeurs, il prit l'allure d'un "non mais". Ce "non mais", c'est la CGSP Enseignement qui l'a envoyé vendredi soir. "Et cela aurait pu être un non non" insiste Joseph Thonon, son président. "Tout n'est pas à jeter mais on ne poursuivra les négociations que si de nombreux points d'attention sont pris en compte."

La crainte de pertes d'emploi

Les affiliés CGSP veulent plus de certitudes concernant le risque de pertes d'emplois suite à l'introduction du tronc commun jusque 15 ans, suite à la réforme du qualifiant, de l'enseignement spécialisé ou des PMS. Ils veulent plus de promesses concrètes quant à la réduction du nombre d'élèves par classe, quant à l'autonomie des établissements ou à l'allongement de la formation des enseignants (réforme coûteuse entre les mains du ministre Marcourt).

Des points partagés dans les autres instances qui rendront leurs réponses ces 15 prochains jours et qui se mêlent à d'autres craintes liées à la réforme du contenu des cours qui sera clarifiée fin février. Bref, la voix de la CGSP se mêle à de nombreuses autres qui s'expriment avec passion ou circonspection.

La réforme est tellement complexe et vaste, que chaque point des 300 pages de l'avis numéro 3 peut faire polémique. Pour Marie-Martine Schyns (CDH), le moment est crucial et délicat.

Son objectif est clair : au plus vite regagner la confiance du terrain.

La ministre a péché par prudence

Pour Joseph Thonon, "il y a un profond mal-être sur le terrain. Un mal-être général lié aux conditions de travail. Du coup, quand les profs se retrouvent avec 300 pages qui veulent bouleverser leur métier, ils le rejettent sur la réforme. C'est d'autant plus compréhensible que certains objectifs du Pacte sont ambitieux mais peu explicites quant à leur mise en place." Soucieuse du compromis, la ministre s'est peu exprimée ces derniers mois, laissant au Pacte, "processus participatif", le soin de se construire par et sur le terrain. "Mais cela n'a pas payé" admet un acteur du groupe central. "Le terrain a été consulté, mais les

profs ont été perdus face à l'ampleur de la réforme. La ministre aurait dû communiquer plus activement et mettre en exergue des réformes positives. Elle a péché par prudence." Ce samedi, Joseph Thonon ne disait pas autre chose. "Mais aurait-elle pu faire mieux ?" se demande-t-on dans son équipe. Les acteurs demandent du concret mais ne veulent pas des réformes ficelées d'avance. "C'est difficile de gérer une réforme qui se veut à l'écoute du terrain." Consciente de ces difficultés et prof dans l'âme, la ministre mise désormais sur une communication plus pédagogique que managériale. Pour la 2^e fois en un mois, elle a

pris la plume sur Facebook où se croisent plusieurs pétitions contre le Pacte. Elle s'est voulue rassurante, expliquant que rien n'est joué. Elle a aussi confirmé qu'elle fera appel à une agence de communication pour expliquer les enjeux du Pacte. D'ici juin, elle prévoit des dizaines de rencontres avec le terrain.

L'impossible équilibre

La ministre est entourée de tout son gouvernement et l'attitude du partenaire socialiste sera intéressante à analyser. Mais c'est la posture qu'elle adoptera ces prochaines semaines qui sera cruciale. Y arrivera-t-elle ? Au CDH, ce Pacte apparaît comme un cadeau empoisonné : sa réussite aura un impact direct dans les urnes de 2019. Le faire advenir dans sa globalité et non à minima, éviter les dérives dans sa mise en place progressive, respecter les exigences budgétaires, penser au court comme au long terme, rassurer le terrain, convaincre l'opposition, répondre aux exigences socialistes, c'est l'exer-

cice d'équilibriste auquel devra se livrer la ministre Schyns.

Bosco d'Ottreppe

Épinglé

Le succès ne passera que par la cohérence

Avis numéro 3 Le grand enjeu de la réforme de l'école est plus que jamais d'assurer la cohérence du Pacte d'excellence. Après l'avis de la CGSP Enseignement, la ministre de l'Education Marie-Martine Schyns (CDH) va donc attendre les avis des autres instances qui tomberont dans la quinzaine. Et sauf si le non au Pacte se généralisait, elle reprendra l'avis numéro 3 du groupe central, et y adjoindra les points d'attention reçus du terrain. C'est ensuite seulement qu'elle définira les priorités avec son gouvernement. De premiers décrets faisant suite au Pacte tomberont en 2017. Au-delà de la planification budgétaire, la vraie difficulté sera de faire en sorte que la cohérence globale et systémique du Pacte soit maintenue. Tout se tient dans l'avis numéro 3. Si on réduit le redoublement des élèves, c'est parce que l'on investit dans la remédiation par exemple. Et si l'on peut investir dans la remédiation, c'est parce que l'on redessine la carrière enseignante. La tentation sera grande de faire du Pacte une boîte à idées dans laquelle on ira plonger à l'occasion pour servir un bilan politique. Quoique l'on pense des orientations prises par le Pacte, la seule chance qu'il aura d'accomplir ses promesses sera pourtant de rester cohérent. **BdO**